

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES CEDEX,
le 26/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COLT TECHNOLOGY SERVICES

23-27 rue Pierre Valette
92240 Malakoff

Références : D2023-1037
Code AIOT : 0006512161

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2023 dans l'établissement COLT TECHNOLOGY SERVICES implanté 15 Ave du Cap Horn 91940 Les Ulis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLT TECHNOLOGY SERVICES
- 15 Ave du Cap Horn 91940 Les Ulis
- Code AIOT : 0006512161
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société COLT TECHNOLOGY SERVICES est une plateforme d'échanges d'informations, comptant environ 30 000 clients - entreprises et administrations . La société possède et opère un réseau fibre optique de 25 000 kms dans 13 pays, incluant des boucles locales dans 34 grandes villes Européennes, 16 000 bâtiments raccordés en fibre et 19 Data Centers Colt.

Le site des ULIS est dédié à l'hébergement des applications/serveurs IP (Internet Protocol) que ses clients ne souhaitent pas gérer eux-mêmes. Cet hébergement se fait dans un data center, salle « blanche » climatisée, bénéficiant d'un environnement sécurisé (double accès à l'énergie stabilisée et à Internet, climatisation avec redondance).

Situation administrative :

L'établissement bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter depuis 2017. Celui-ci a été modifié par l'arrêté préfectoral n° 2021.PREF/DCPPAT/BUPPE/183 du 21 juillet 2021 dans le cadre du projet d'extension du Datacenter.

Lors de la visite du 28/09/2023, l'inspection a procédé à la visite initiale de l'extension, le bâtiment DH10+.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- arrêté préfectoral n° 2021.PREF/DCPPAT/BUPPE/183 du 21 juillet 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 2.9.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Conduits et installations raccordées	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 3.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des ...	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
14	Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques et les sols	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.5.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
15	Implantation des ouvrages de contrôles des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.5.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
16	Effets sur les sols	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.5.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
24	Systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.4.5	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
26	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.5.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
30	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.7.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 2.1.2	/	Sans objet
2	Principe et objectifs du programme d'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 2.6.1	/	Sans objet
3	Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 2.7.1	/	Sans objet
4	Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 2.6.3	/	Sans objet
7	Contrôle des émissions des rejets dans l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 3.3	/	Sans objet
8	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.1.1	/	Sans objet
10	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.2.5	/	Sans objet
11	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.3.2	/	Sans objet
12	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.3.4	/	Sans objet
17	Réseau et programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.5.2.2	/	Sans objet
18	Déclaration	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 5.1.8	/	Sans objet
19	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 7.2.4	/	Sans objet
20	Accessibilité des engins à proximité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.3.2.2	/	Sans objet
21	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.3.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
22	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.4.2	/	Sans objet
23	Groupes électrogènes	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.4.4	/	Sans objet
25	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.4.6	/	Sans objet
27	Réservoirs enterrés	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.5.3	/	Sans objet
28	Transports - chargements - déchargements	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.5.5	/	Sans objet
29	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.6.4	/	Sans objet
31	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.7.4	/	Sans objet
32	Comportement au feu des bâtiments	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 9.1.1	/	Sans objet
33	Aires de dépotage	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 9.3.3	/	Sans objet
34	Dispositions applicables aux groupes électrogènes	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 9.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le rapport annuel,

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, avant le 30 avril de l'année suivante, un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés au 2.8) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée, conformément à l'article 2.9.1 de l'arrêté préfectoral du 21/07/2021.

Concernant les groupes électrogènes installés,

L'exploitant doit transmettre un porté à connaissance portant notamment sur la puissance des groupes électrogènes installés et leur analyse des fumées.

Concernant le plan des réseaux,

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un schéma global de tous les réseaux d'eaux conforme à l'article 4.2.2. de l'arrêté préfectoral du 21/07/2021.

Concernant la fréquence de l'autosurveillance de la qualité des rejets aqueux,

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les mesures et de transmettre les résultats d'analyses via GIDAF dès réception, conformément à l'article 4.5.1 de l'arrêté préfectoral du 21/07/2021.

Concernant la surveillance des impacts sur les milieux aquatiques et les sols,

L'inspection demande à l'exploitant de justifier la déclaration faite au service Police de l'Eau de la DDT de l'Essonne (rubrique 1.1.1.0 de l'article R.214-1 du code de l'environnement) suite à la création des piézomètres en vue de la surveillance d'eaux souterraines.

Concernant les ouvrages de surveillance des eaux souterraines (piézomètres),

L'inspection demande à l'exploitant d'inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM, conformément à l'article 4.5.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21/07/2021.

Concernant l'effet sur les sols,

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre tout document justifiant de la réalisation des travaux d'excavation et d'évacuation des pollutions superficielles, et, le recouvrement par des terres saines, conformément à l'article 4.5.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21/07/2021.

Concernant les systèmes de détection et extinction automatiques,

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre tout document justifiant du changement de batterie(s) et l'intervention sur le SSI du bâtiment B1.

Concernant le bassin de rétention des eaux pluviales et d'incendie,

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un dispositif lui permettant de connaître le volume de rétention disponible dans le bassin, conformément à l'article 8.5.2. de l'arrêté préfectoral du 21/07/2021.

Concernant les moyens de lutte contre l'incendie,

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre la réception technique des colonnes sèches et leurs entretiens, et, la mesure de débit en simultané des 3 poteaux incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.
Constats : Par courriel du 25/09/2023, l'exploitant transmet les consignes d'évacuation du site et une autre relative à la manipulation des vannes des séparateurs d'hydrocarbures. Le site dispose de nombreuses consignes d'exploitation. Lors de la visite du 28/09/2023, l'exploitant présente l'ensemble des consignes et procédures mises en place sur le site (dématérialisées). Chacune des consignes et procédures est disponible à proximité de l'installation concernée. L'inspection constate que le personnel intervenant sur les équipements est formé aux risques particuliers de leurs interventions et des installations notamment : <ul style="list-style-type: none">• CESSG, sécurité du site,• DALKIA, exploitation et maintenance des infrastructures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 2.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.
Constats : Par courriel du 25/09/2023, l'exploitant transmet un extrait du registre des vérifications périodiques. L'exploitant indique que les interventions sont consignées dans leur GMAO (outil de maintenance informatisé). Lors de la visite du 28/09/2023, l'exploitant présente le programme d'auto-surveillance informatisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 2.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">• le dossier de demande d'autorisation initial,• les plans tenus à jour• les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,• les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,• les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,• tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum. Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.
Constats : Lors de la visite du 28/09/2023, l'exploitant présente l'ensemble des documents du dossier à jour. Le dossier de l'installation est géré de manière informatique à l'aide de la GMAO. L'inspection a procédé à un contrôle par sondage.

Type de suites proposées : Sans suite
--

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 2.6.3
--

Thème(s) : Risques chroniques, ...

Prescription contrôlée :

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant transmet les résultats des mesures sur GIDAF (eaux superficielles, eaux souterraines, légionelles).

Pour l'année 2023, l'exploitant n'a pas encore déclaré les eaux superficielles (cf GIDAF le 22/09/2023).

Lors de la visite du 28/09/2023, l'exploitant informe l'inspection que les prochaines analyses auront lieu aux environs du mois d'octobre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite
--

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 2.9.1
--

Thème(s) : Risques chroniques, ...

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet, avant le 30 avril de l'année suivante, un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés au 2.8) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant n'a pas transmis son rapport d'activité 2022.

Lors de la visite du 28/09/2023, l'inspection informe l'exploitant des informations que doit contenir le rapport d'activité.

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le rapport d'activité de l'année 2022.

De plus, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il devra transmettre, avant le 30 avril 2024, le rapport d'activité de l'année 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 3.2.2
--

Thème(s) : Risques chroniques, ...

Prescription contrôlée :					
Bâtiment	N° de conduit	Hauteur Diamètre	Débit Vitesse d'éjection	Localisation	Installations raccordées et puissance
DH 10+	21 à 29	24,5 m 550 mm	25 200 m³/h 25 m/s	Rez-de-chaussée du bâtiment DH10+	8 groupes électrogènes d'une puissance nominale de 6,5 MWth + 1 groupe électrogène d'une puissance de 6,5 MWth en redondance. soit une puissance thermique installée de 52 MW .
Constats : Lors de la visite du 28/09/2023, l'exploitant informe l'inspection qu'un porté à connaissance sera transmis très prochainement (statut relecture chez l'exploitant). Celui-ci portera notamment sur la puissance des groupes électrogènes installés et leur analyse des fumées. L'inspection prend note de l'envoi d'un porté à connaissance.					
Type de suites proposées : Avec suites					
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale					
Proposition de délais : 3 mois					

N° 7 : Contrôle des émissions des rejets dans l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : [...] Les groupes électrogènes mentionnés ci-dessus fonctionnent « individuellement » moins de 500 heures par an. Un relevé des heures de fonctionnement de chaque groupe électrogène est établi par l'exploitant. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Par courriel du 25/09/2023, l'exploitant transmet le relevé des heures de fonctionnement des groupes électrogènes de l'ensemble du site. Au 15/09/2023, l'inspection constate que les 500 heures sont largement respectées pour le DH10+, à savoir : GE1 = 6 heures GE2, GE3, GE4, GE5 et GE6 = 5 heures GE7 = 4 heures GE8 et GE9 = 3 heures (GE : groupe électrogène)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m³/an)
Réseau public d'alimentation en eau potable	LES ULIS	28000

Constats :
L'exploitant déclare une consommation de 20 608 m³ au 21/09/2023.
Malgré les très fortes températures de septembre, l'exploitant reste confiant du respect du seuil limite de consommation annuelle fixé à 28 000 m³.
L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la consommation effective 2023 début de l'année 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, ...
<p>Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant Un isolement avec la distribution alimentaire ..) ; • les secteurs collectés et les réseaux associés ; • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ; • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats : Par courriel du 25/09/2023, l'exploitant transmet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan B1 de masse VRD « Site + Projet » daté du 14/11/2018 (indice A) correspondant au bâtiment B1, • le plan B2 « Assainissement/Nivellement » daté du 31/03/2021 correspondant au bâtiment 2. <p>Lors de la visite du 28/09/2023, l'exploitant informe l'inspection que le SIAVHY est venu contrôler les réseaux d'assainissement du site. Le syndicat doit réaliser le plan des réseaux avec notamment les séparateurs d'hydrocarbures.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un schéma global de tous les réseaux d'eaux, conformément à l'article 4.2.2. de l'arrêté préfectoral du 21/07/2021.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Par courriel du 25/09/2023, l'exploitant transmet la procédure relative à la manipulation des vannes des séparateurs d'hydrocarbure mise à jour le 29/08/2023. Lors de la visite du 28/09/2023, l'inspection constate l'affichage des consignes à côté de la zone de dépotage du bâtiment B2 (DH10+).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

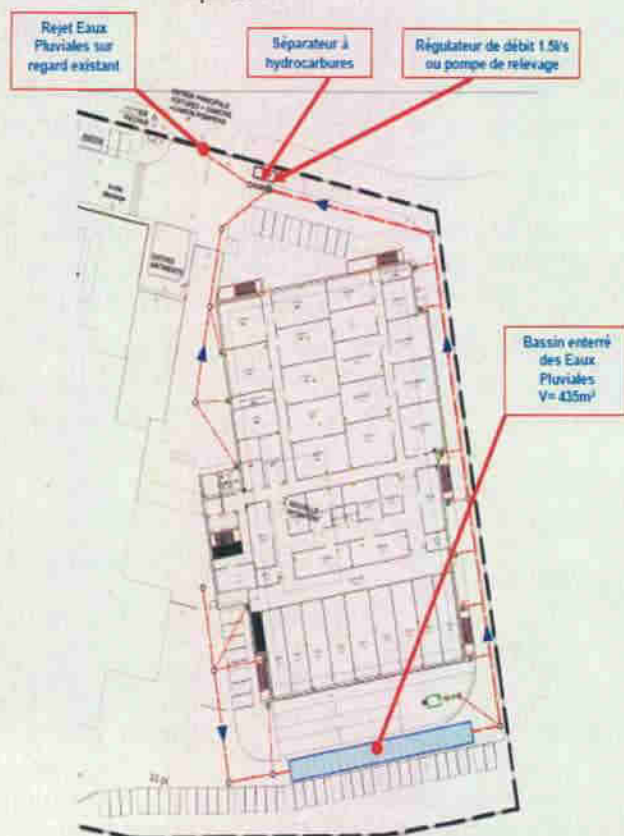
N° 11 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : [...] Un bassin enterré d'une capacité de stockage de 435 m ³ est réalisé dans l'emprise de l'extension DH10+. Ce bassin réceptionne les eaux pluviales collectées sur la partie d'extension pour compenser l'imperméabilisation des sols de la zone Est du site et protéger les constructions et aménagements contre les orages. Le débit de fuite de ce bassin est de 1,5 L/s.
Constats : Lors de la visite du 28/09/2023, l'inspection constate que la pompe de relevage et son coffret se situe au niveau du bassin de rétention des eaux pluviales et des eaux d'incendie de 435 m ³ « communs ». L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un plan des réseaux des eaux à jours (cf fiche n°9 plan des réseaux). L'exploitant déclare que le contrôle du niveau du bassin se fait localement. Absence de report d'alarme de niveau au PC sécurité. Par courriel du 05/10/2023, l'exploitant transmet le dossier EXE établi par Vincent Gestion de l'eau daté du 12/04/2021. Ce dossier précise la note de calcul et les caractéristiques techniques de la pompe de relevage du bassin de rétention des eaux pluviales et des eaux d'incendie de 435 m ³ « communs » (marque GRUNDFOS de type AP35B).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.

Le séparateur à hydrocarbures pour la partie extension est installé conformément à la localisation mentionnée ci-après :



Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Par courriel du 25/09/2023, l'exploitant transmet les bordereaux extraits de Trackdéchets suivants :

- BSD-20220929-VCVCK8D75 du 30/09/2022
- BSD-20221012-X1DC4QJD3 du 14/10/2022

L'inspection constate que le séparateur à hydrocarbures pour la partie extension est installé conformément à la localisation mentionnée à l'article 4.3.4. de l'arrêté préfectoral du 21/07/2021.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : .Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des ...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, ...

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures sur les 3 points de rejets concernant les polluants visés aux articles 4.4.2.2 et 4.4.3 du présent arrêté par un laboratoire d'analyse agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées selon les modalités suivantes :

- Point de rejet n°1 et 2 « Cap Horn » (aval immédiat des séparateurs d'hydrocarbures)
- Point de rejet n°3 « Eaux industrielles »

Les résultats d'analyses sont transmis à l'inspection des installations classées via GIDAF (site de télédéclaration).

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant n'a pas encore réalisé le contrôle annuel pour 2023. Lors de la visite du 28/09/2023, l'exploitant déclare que les prochaines mesures auront lieu aux environs du mois d'octobre 2023. L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les mesures et de transmettre les résultats d'analyses via GIDAF dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques et les sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies dans les articles ci-après.
Constats : Lors de la visite du 28/09/2023, l'exploitant informe l'inspection de la mise en place du 4e piézomètre au niveau du bâtiment B2 en juillet 2023. L'inspection constate désormais la présence de 4 piézomètres sur l'ensemble du site. L'inspection rappelle que la création de piézomètre, en vue de la recherche ou la surveillance d'eaux souterraines (y compris des essais de pompage), doit faire l'objet d'une déclaration au service Police de l'Eau de la DDT de l'Essonne (rubrique 1.1.1.0 de l'article R.214-1 du code de l'environnement). L'inspection demande à l'exploitant de lui justifier sa déclaration.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Implantation des ouvrages de contrôles des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant fait inscrire les nouveaux ouvrages de surveillance à la Banque du Sou-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour des codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci. [...]
Constats : L'inspection demande à l'exploitant d'inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sou-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Effets sur les sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.5.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, ...

Prescription contrôlée :

Dans le cadre du projet d'extension, l'exploitant réalise :

- l'excavation et l'évacuation des pollutions superficielles des sols au sud-est du site. Lors des excavations de terres, une attention particulière devra être portée au tri et à l'orientation des terres afin de les évacuer vers des centres agréés adaptés aux teneurs présentes dans les sols.
- le recouvrement d'une épaisseur de 30 cm de terres saines pour la partie aménagée en espace vert au sud-ouest du site.

Constats :

Lors de la visite du 28/09/2023, l'exploitant n'a pas justifié le respect des prescriptions de l'article 4.5.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21/07/2021.

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre tout document justifiant de la réalisation des travaux d'excavation et d'évacuation des pollutions superficielles, et le recouvrement par des terres saines, conformément à l'article 4.5.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21/07/2021.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Réseau et programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.5.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, ...

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines, selon une fréquence semestrielle, sur les quatre piézomètres implantés sur le site.

Les paramètres recherchés sont :

- les métaux : As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn
- les hydrocarbures totaux (HCT)
- les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)
- les BTEX (Benzène, Toluène, Éthylbenzène et Xylènes)
- les Composés Organo-Halogénés Volatils (COHV)

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant réalise la surveillance des eaux souterraines selon une fréquence semestrielle :

- pour 2022 : mars et septembre
- pour 2023 : mars

L'exploitant informe l'inspection de la prochaine intervention de Eurofins le 4 octobre 2023 pour prélèvement.

Cependant, l'inspection constate pour septembre 2022 que l'analyse des métaux (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn) n'a pas été réalisée. L'exploitant n'a pas justifié l'absence d'analyse.

L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer, lors du prochain prélèvement, de l'analyse de l'ensemble des paramètres.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 5.1.8

Thème(s) : Risques chroniques, ...

Prescription contrôlée :

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets

dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant déclare annuellement ses émissions polluantes et des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 7.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'ensemble des bâtiments mentionnés à l'article 1.2.1 du présent arrêté puis tous les 5 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur Une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : Par courriel du 25/09/2023, l'exploitant transmet le rapport de mesure établi par DIAKUSTIC daté du 14/04/2023. L'inspection constate que ce document présente les mesures de réception acoustique dans l'environnement uniquement du DATAHALL DH10+ . L'inspection demande à l'exploitant, pour les prochains contrôles, de faire une mesure du niveau de bruit et de l'émergence de l'ensemble des bâtiments de COLT, conformément à l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral du 21/07/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : Bâtiment DH10+ Une voie « échelle » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation. Cette voie « échelle » respecte les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> la longueur minimale est de 10 mètres, la largeur libre minimale de la chaussée est de 4 mètres, la pente maximale est inférieure à 10 % et la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée, la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kKN avec un maximum

<ul style="list-style-type: none"> de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum, la résistance au poinçonnement est de 100 kilonewtons sur une surface circulaire de 0,20 m de diamètre, chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie, aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie. <p>Si cette section de voie n'est pas sur la voie publique, elle doit lui être raccordée par une voie utilisable par les engins de secours (Voie-engin ou voie publique).</p> <p>Lorsque cette section est en impasse, sa largeur minimale est de 10 mètres avec une chaussée libre de stationnement de 7 mètres de large au moins.</p> <p>Les voies et sections de voies ci-dessus doivent être munies en permanence d'un panneau de signalisation visible en toutes circonstances et indiquant le tonnage limite autorisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 28/09/2023, l'inspection constate le respect de l'article 8.3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 21/07/2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 21 : Désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, ...</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des dispositifs de désenfumage présents sur le site est vérifié une fois par an par un organisme compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 25/09/2023, l'exploitant transmet les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> attestation de bon fonctionnement établi par Étude Réalisation Désenfumage (E.R.D) daté du 05/10/2022 concernant l'asservissement d'une cage d'escalier R+3 ; le schéma de principe du désenfumage des data hall du DH10+, des locaux techniques des groupes électrogènes et du désenfumage naturel des escaliers daté du 23/09/2022 ; les documentations techniques des extracteurs, volets et ouvrants de désenfumage. <p>Lors de la visite du 28/09/2023, l'exploitant présente le procès-verbal (PV) de réception du système de sécurité incendie (SSI) phase II du bâtiment B2 (DH10+) signé par SIEMENS S.A.S., EQUANS et COLT du 29/08/2023.</p> <p>L'inspection constate l'absence de réserves.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 22 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, ...</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés</p>

dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

L'exploitant est également en mesure de fournir un compte-rendu de vérification Q 18 datant de moins d'un an, dont le contenu et la forme du document sont définis par le référentiel APSAD, attestant que les installations électriques ne présentent pas de risques d'incendie ou d'explosion.

Constats :

Par courriel du 25/09/2023, l'exploitant transmet les documents suivants :

- le rapport de « vérification électricité visite initiale COLT DH10+ » réalisée du 07/11/2022 au 14/11/2022 par Bureau Véritas. L'inspection constate que la vérification initiale n'a fait l'objet d'aucune observation.
- le compte rendu de vérification périodique Q18 concernant le DH10+ daté du 14/11/2022, concluant que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. (première visite complète).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Groupes électrogènes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, ...

Prescription contrôlée :

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion.

Ce dispositif est placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Constats :

Lors de la visite du 28/09/2023, l'inspection constate la présence de dispositifs de coupure d'urgence à l'extérieur des 9 locaux des groupes électrogène. Chaque local dispose d'une commande « vanne pompier » et une commande « vanne police ».

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Systèmes de détection et extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.4.5

Thème(s) : Risques chroniques, ...

Prescription contrôlée :

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.2.1 du présent arrêté en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Détection incendie :

La détection incendie est assurée par trois modes de détection :

- Une détection optique de fumées dans les voies de circulation
- Un double détection pour les halls munis d'extinction automatique
- Des détecteurs multi ponctuels au niveau des Datahalls.

Ces éléments sont raccordés sur une centrale incendie située au niveau du PC sécurité où au moins deux personnes sont présentes 24h/24 et 7j/7.

Système d'extinction incendie :

Tous les bâtiments sont équipés de système d'extinction automatique au gaz.

Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Constats :

Par courriel du 25/09/2023, l'exploitant transmet les documents suivants :

- les plans de zoning de l'installation SSI :
- les zones d'alarme et de compartimentage,
- les zones de désenfumage,
- les zones d'extinction au gaz,
- les zones de détection incendie (automatique et manuelle).
- le procès verbal de mise en service du brouillard d'eau haute pression pour les locaux GE01 à GE06 établi par SIEMENS,
- les rapports de test de fuite des réseaux d'extinction statuant sur la conformité de l'installation,
- le procès verbal de test d'étanchéité par mise sous pression des DH10-DH11 établi par ICTM du 28/07/2022
- l'attestation de formation à l'exploitation réalisée par SIEMENS au personnel de la société CESG en charge de l'exploitation du SSI daté du 19/10/2022
- l'attestation de formation du SSI du DH10+ effectuée en interne le 02/11/2023 pour 16 agents
- le compte-rendu de vérification périodique Q13 concernant l'extinction automatique à gaz établi par SIEMENS SAS, déclaration d'installation datée du 30/03/2023 pour ASI A, ASI B, MMR A, MMR B
- les dossiers DOE relatifs aux tests d'autocontrôle du SSI et de la protection incendie datés du 13/03/2023.

Par courriel du 05/10/2023, l'exploitant transmet le procès-verbal de réception du SSI en phase II daté du 30/08/2023, sans réserves, indiquant notamment les formations portant sur le SSI, l'extinction brouillard d'eau et gaz CDT ont été réalisées le 28/06/2023.

Lors de la visite du 28/09/2023, l'inspection constate la présence de :

- un système brouillard d'eau haute pression
- un système d'extinction par gaz inerte.

L'exploitant confirme la présence de la société CESG, équipe de sécurité en permanence 24h/24 et 7j/7. L'inspection constate que le personnel CESG est formé à l'exploitation du SSI.

Lors de la visite du PC sécurité, l'inspection constate que le SSI du bâtiment B2 est en service et n'affiche aucun dérangement ou anomalie.

L'inspection constate que le SSI du bâtiment B1 est en dérangement notamment pour la batterie. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'en cas de coupure de l'alimentation normale, le SSI risque de s'éteindre et donc de ne plus être opérationnel.

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre tous documents justifiant du changement de la ou des batterie(s) du SSI du bâtiment 1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 15 jours

N° 25 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.4.6

Thème(s) : Risques chroniques, ...

Prescription contrôlée :

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 623052, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers où pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

Pour les installations dont le 1^{er} arrêté d'autorisation est antérieur au 24 août 2008 : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre.

Pour les installations dont le 1^{er} arrêté d'autorisation est postérieur au 24 août 2008 : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention ont été réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique.

Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par Un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par Un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation.

Constats :

Par courriel du 25/09/2023, l'exploitant transmet les documents suivants :

- l'analyse du risque foudre daté 07/07/2020
- l'étude technique foudre sur les structures de l'entreprise établi par Bureau Véritas daté du 02/11/2020
- la vérification complète du DH10+ en vue d'examiner la conformité des installations de

protection contre la foudre établi par Bureau Véritas daté du 11/10/2022, avis général satisfaisant
L'inspection constate que les installations de protection contre la foudre sont conformes aux dispositions de l'ARF et de ETF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 26 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : <u>Hall DH10+ :</u> La rétention est réalisée dans le bassin enterré de 435 m³, Une jauge permet de connaître le volume de rétention disponible dans le bassin. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées, ou évacuées dans le réseau de collecte des eaux pluviales si elles respectent les valeurs limites imposées par l'article 4.4.2.2 du présent arrêté. L'exploitant rédige et tient à la disposition de l'inspection des procédures décrivant les dispositifs retenus pour la gestion des eaux d'incendie. L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...)
Constats : Lors de la visite du 28/09/2023, l'inspection constate qu'il n'existe pas de jauge permettant de connaître le volume de rétention disponible dans le bassin. L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un dispositif lui permettant de connaître le volume de rétention disponible dans le bassin conformément à l'article 8.5.2. de l'arrêté préfectoral du 21/07/2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 27 : Réservoirs enterrés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : L'étanchéité du (ou des)-réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon. À résister au moins à la poussée d'Archimède. Les réservoirs enterrés sont en acier ou en matière composite, à double enveloppe et conformes à la norme qui leur est applicable. Ils sont munis d'un système de détection de fuite entre les deux enveloppes qui déclenche automatiquement une alarme visuelle et sonore en cas de fuite. Ce système de détection de fuite est conforme à la norme EN 13160 dans la version en vigueur au jour de sa mise en service ou à toute norme équivalente en vigueur dans la communauté européenne ou l'espace économique européen.

<p>Le détecteur de fuite et ses accessoires sont accessibles en vue de faciliter leur contrôle.</p> <p>Toute opération de remplissage des réservoirs est contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage lorsque le niveau maximal d'utilisation est atteint.</p> <p>Ce dispositif est conforme à la norme NF EN 13616 dans sa version en vigueur le jour de la mise en place du dispositif ou à toute norme équivalente en vigueur dans l'union européenne ou l'espace économique européen.</p> <p>Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.</p> <p>Tout réservoir est équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes d'une section totale au moins égale au quart de la somme des sections des tuyauteries de remplissage.</p> <p>Les tuyauteries enterrées sont munies d'une deuxième enveloppe externe étanche compatible avec le produit transporté, séparée par un espace annulaire de l'enveloppe interne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 05/10/2023, l'exploitant transmet les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les fiches techniques statuant sur la conformité aux normes des cuves, des systèmes de détection de fuite, les limiteurs de remplissage et les transmetteurs de niveau, • les certificats d'épreuve et de conformité des 4 cuves de 100 m³ datés du 07/09/2021 établis par CDE SAS (contrôleur), • la fiche d'autocontrôle de pose des cuves statuant sur la conformité datée du 24/09/2021. <p>Lors de la visite du 28/09/2023, l'inspection constate la présence des 4 événements.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 28 : Transports - chargements - déchargements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.5.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, ...</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.</p> <p>Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.</p> <p>Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 28/09/2023, l'inspection constate une aire de chargement et de déchargement de véhicules conforme à l'article 8.5.5. de l'arrêté préfectoral du 21/07/2021.</p> <p>Lors de la visite du PC sécurité, l'exploitant présente le dispositif de surveillance des niveaux des 4 cuves enterrées. L'inspection constate les quantités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réservoir 1 = 68,2 m³ • réservoir 2 = 69,8 m³ • réservoir 3 = 68,2 m³ • réservoir 4 = 69,2 m³ <p>Par courriel du 05/10/2023, l'exploitant transmet les fiches techniques des limiteurs de remplissage et des transmetteurs de niveau.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 29 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">• les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;• l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;• l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;• les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;• les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 8.5.2 ;• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : Lors de la visite du 28/09/2023, l'exploitant présente l'ensemble des consignes du site, celles-ci sont informatisées et disponibles dans les parties concernées de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

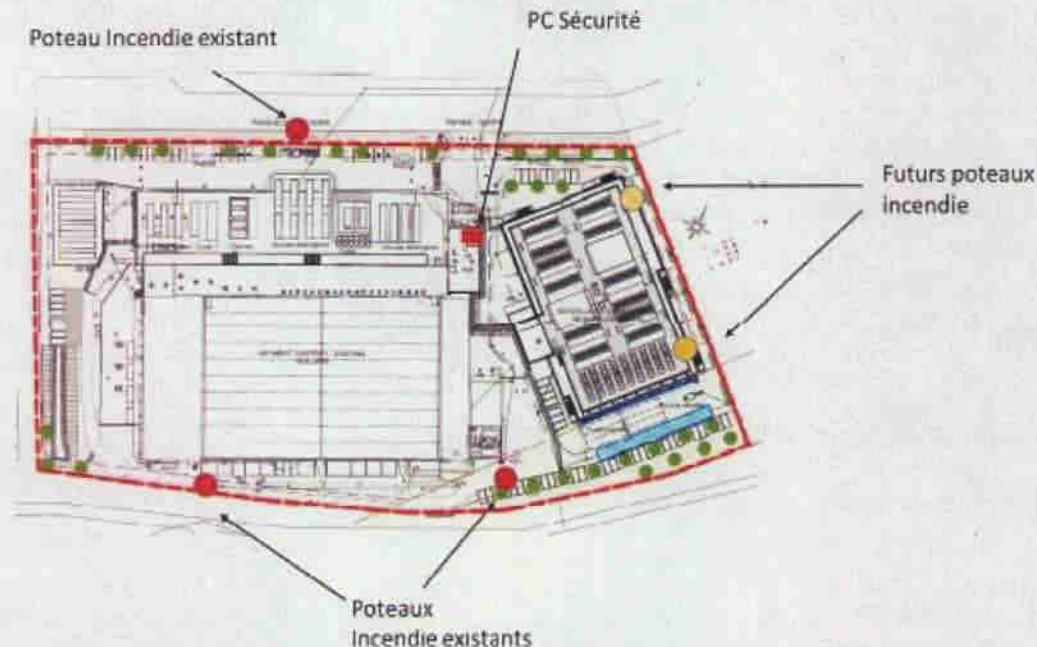
N° 30 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">• un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• un signal sonore d'alarme générale, audible en tout point des bâtiments, et ayant une autonomie minimale de 5 minutes ;• de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;• au minimum 3 poteaux incendies normalisés DN 100 (NF EN 14 384 - indice de classement NF S 61 213) alimentés par une canalisation pouvant délivrer simultanément un débit minimal de 180 m³/h pendant 2 heures sous une pression dynamique minimale de 1 bar en régime d'écoulement. Ces appareils devront être facilement utilisables et implantés à une distance de 100 mètres au plus d'une des entrées principales du bâtiment en suivant les cheminements praticables aux dévidoirs à roues normalisée des engins d'incendie. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). Ils seront en outre situés en bordure d'une voie « engin » où tout au plus à 5 mètres de celle-ci, leurs raccords étant toujours orientés du côté de cette voie.

Dans le cas où cette défense extérieure contre l'incendie est à créer, l'implantation de ces appareils devra être déterminée en concertation avec le service du SDIS Opération-Prévision du groupement Nord à Palaiseau qui assurera également leur réception dès leur mise en place.

Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau;

Le schéma ci-dessous représente l'implantation des poteaux incendie :



- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. À minima, tous les bâtiments disposent d'extincteurs en respectant un ratio de 1 extincteur portatif EPA 6 litres / 200 m²;
- d'un système d'extinction automatique au gaz et d'un système de détection automatique d'incendie, tels que définis à l'article 8.4.5 du présent arrêté ;
- des colonnes sèches, conformes à la norme NF 5-61 750 dans les escaliers protégés. Les poteaux incendie seront implantés de telle sorte que l'alimentation des colonnes sèches soit située à moins de 60 mètres d'un hydrant ;
- à proximité des cuves de stockage de fioul domestique, une réserve de produits absorbants et une couverture spéciale anti-feu.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Par courriel du 25/09/2023, l'exploitant transmet les fiches de vie des poteaux d'incendie établies par CDA Incendie. Les fiches de vie statuent la conformité des 3 poteaux incendie (A, B et C) en date du 02/06/2023 avec un débit de 60 m³/h.

L'inspection fait les remarques suivantes :

- l'hydrant C serait situé dans la ville de « Bonnières-sur-Seine ». Mettre à jour sa fiche de vie.
- Les tests n'ont pas été réalisés en simultané.

Lors de la visite du 28/09/2023, l'exploitant confirme la présence des deux nouveaux poteaux incendie sur site et être en attente du test de débit en simultané. L'exploitant déclare que le SDIS

en est informé et a pu constater la présence de ces poteaux. L'exploitant attend le passage de la Suez.

L'inspection rappelle que les 3 poteaux incendie doivent être normalisés DN 100 (NF EN 14 384 - indice de classement NF S 61 213) et alimentés par une canalisation pouvant délivrer simultanément un débit minimal de 180 m³/h pendant 2 heures sous une pression dynamique minimale de 1bar en régime d'écoulement.

L'inspection contrôle par échantillonnage les extincteurs :

- salle onduleur, extincteur CO₂ pour feux d'origine électrique, n°12 et °13 mis en service en 04/2023,
- circulation, extincteur H₂O avec additif, n°124 mise en service en 10/2022.

L'inspection constate la présence de colonnes sèches implantés à proximité de poteaux incendie.

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre :

- la réception technique des colonnes sèches et leurs entretiens,
- la mesure de débit en simultané des 3 poteaux incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 31 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.7.4

Thème(s) : Risques chroniques, ...

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Constats :

Lors de la visite du 28/09/2023, l'exploitant présente l'ensemble des consignes du site, celles-ci sont informatisées et disponibles dans les parties concernées de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 32 : Comportement au feu des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 9.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : <u>Hall 10+</u> Les locaux abritant les batteries doivent respecter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures, • Couverture incombustible, • portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique, porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure- pour les autres matériaux : classe MO (incombustibles).
Constats : Lors de la visite du 28/09/2023, l'inspection constate, dans un local batteries, les portes de la marque Doortal de type PYROPLUS 120 munies de ferme-porte, et, que les passages de câbles et de gaines sont bouchés. Par courriel du 05/10/2023, l'exploitant transmet les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> • le carnet de repérage des cloisons et contre-cloison daté du 06/04/2023. L'inspection constate que les plans indiquent pour les locaux batteries : murs et portes CF 2 heures. • les procès-verbaux de classement de résistance au feu des cloisons et contre-cloisons EI 60 et 120.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 33 : Aires de dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 9.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : Toutes les aires de dépotage sont dotées d'une <u>vanne d'isolement</u> située en amont du séparateur d'hydrocarbures associé à l'aire de dépotage. Pour les 2 aires des 6 cuves aériennes associées aux halls 1-2-3, le séparateur d'hydrocarbure et la vanne d'isolement utilisés sont ceux du point de rejet des eaux pluviales n° 1 « bassin versant rouge ». Les 3 autres aires de dépotage ont leur propre vanne d'isolement et leur propre séparateur d'hydrocarbures. Les vannes d'isolement sont fermées lors des opérations de dépotage. Leurs emplacements sont matérialisés et les consignes d'utilisation sont affichées
Constats : Par courriel du 25/09/2023, l'exploitant transmet la procédure de manipulation de la vanne de la zone de dépotage B2 au niveau du DH10+. Lors de la visite du 28/09/2023, l'inspection constate l'affichage des consignes à proximité de l'aire de dépotage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 34 : Dispositions applicables aux groupes électrogènes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 9.4
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : <u>Prévention de la pollution atmosphérique</u> <u>Champ d'application.</u>

Les groupes électrogènes ne peuvent être utilisés que pour prendre le relais de l'alimentation électrique principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci et lors des essais mensuels d'une durée d'environ 1 heure.

Les groupes électrogènes fonctionnent « individuellement » moins de 500 heures par an.

Un relevé des heures de fonctionnement des groupes électrogènes est tenu par l'exploitant. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Prévention des risques d'incendie ou d'explosion

Les locaux abritant les groupes électrogènes associés au hall 10+ doivent respecter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0
- le sol des locaux est incombustible les autres matériaux sont B s1 d0
- l'ensemble de la structure est R60O.
- tous les groupes électrogènes sont localisés dans des locaux dédiés. La résistance au feu de ces locaux est RE 120 minutes.

Les murs extérieurs du bâtiment DH10+ sont REI 120.

[...]

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des combustibles et produits stockés auquel est annexé un plan général des stockages.

Constats :

Lors de la visite du 28/09/2023, l'inspection constate neuf locaux « groupe électrogène » situés au rez-de-chaussée du bâtiment B2. L'inspection visite le local GE8 dédié au groupe électrogène n°8. Celui-ci est fermé par des portes CF 2 heures munies de ferme-porte.

L'inspection visite le PC sécurité du site. L'exploitant présente le BMS indiquant le niveau des cuves du DH10+. L'inspection constate la quantité de combustibles stockés dans les 4 cuves (volume stocké d'environ 70 m³ chacune).

Par courriel du 05/10/2023, l'exploitant transmet les documents suivants :

- le carnet de repérage des cloisons et contre-cloison daté du 06/04/2023. L'inspection constate que les plans indiquent pour les locaux dédiés aux groupes électrogènes : murs et portes CF 2 heures.
- les procès-verbaux de classement de résistance au feu des cloisons et contre-cloisons EI 120.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet